

éléments n'en existent pas moins; et vous, du secteur privé, êtes peut-être plus conscients de cette réalité que je ne le suis. Si l'on considère le grand nombre de demandes qui continuent d'être soumises à l'AEIE, les mesures canadiennes n'ont pas nui et ne devraient pas nuire au rôle positif que l'investissement étranger a joué chez nous, mais elles fournissent le contexte dans lequel ces contributions positives peuvent être faites. Nous favorisons un environnement libéral en matière d'investissements internationaux, et nous préconisons un traitement juste et équitable des multinationales en vertu du droit international. Ces dernières années, le Canada a en fait été un exportateur net d'investissements directs générés par la croissance de ses propres multinationales. Mais nous sommes également sensibles aux préoccupations devant l'emprise étrangère sur une économie nationale. Il peut arriver que des politiques nationales dévient un peu du précepte fort positif du traitement national afin de protéger des intérêts économiques essentiels, ou qu'elles comportent certaines restrictions sur l'établissement des investisseurs étrangers.

Comme je l'ai dit au début de mon allocution, l'investissement n'est pas le seul domaine où peut se manifester le nationalisme économique. Les politiques commerciales ou des mesures commerciales spécifiques peuvent également être motivées par des objectifs nationalistes qui peuvent ne pas correspondre fidèlement aux intérêts économiques fondamentaux. On aurait effectivement de la difficulté à trouver un pays dont la politique commerciale applique intégralement les principes du libre commerce. En ce qui concerne par exemple l'agriculture, la plupart des pays accordent une certaine priorité à garantir la sécurité des approvisionnements alimentaires par le maintien d'une capacité de production nationale, même si ces denrées pourraient être obtenues à moindres coûts par l'importation. Il en est de même des autres secteurs jugés essentiels pour le maintien d'une certaine mesure d'indépendance économique. La plupart des pays encouragent la substitution des achats locaux aux importations, parfois par l'adoption de mesures législatives comme en témoignent certaines mesures américaines. Les exportations peuvent être restreintes pour des raisons de sécurité. Ces politiques et mesures influent sur le commerce international.

En période de difficultés économiques comme celle que nous connaissons depuis quelques années, la tendance à protéger l'industrie nationale du choc de la concurrence étrangère est beaucoup plus forte. Les gouvernements sont fortement pressés de promulguer des mesures visant à maintenir les emplois: ce pourront être des mesures à la frontière destinées à limiter les importations, ou des